

Migrant(e)s et réfugié(e)s en Méditerranée

Espagne : quinze migrants perdent la vie en tentant de gagner l'enclave de Ceuta

Le 6 février dernier, au moins quinze personnes, ont péri en tentant de rejoindre à la nage l'enclave espagnole de Ceuta, située au nord du Maroc. Ce drame illustre la question de l'intense pression migratoire à laquelle sont soumises les enclaves de Ceuta et Melilla, seules frontières terrestres amarrant l'Afrique à l'Europe.

Selon les sources espagnoles, le 6 février au matin, entre 200 et 400 migrants ont essayé de pénétrer irrégulièrement dans l'enclave espagnole de Ceuta. Ils se sont dirigés vers le poste frontière de «Tarajal», l'une des frontières les plus fréquentées de l'Union européenne. Une partie du groupe a essayé de contourner l'épi qui sépare les deux pays et de franchir à la nage les quelques centaines de mètres qui les séparaient de la plage espagnole.

Selon plusieurs ONG, la garde civile espagnole aurait utilisé du matériel anti-émeute, des balles en caoutchouc et des bombes lacrymogènes pour repousser les migrants qui ont essayé d'atteindre les portes de Ceuta. Cependant, selon la préfecture de Ceuta, «les migrants ont montré une attitude très violente, ont lancé des pierres et d'autres objets contre les forces de sécurité espagnoles et marocaines ».

En Espagne, ce drame a provoqué une vive polémique, ce qui a contraint le gouvernement à s'expliquer devant le Parlement. Un groupe de plusieurs ONG espagnoles a déposé une plainte devant le Parquet général de l'État, demandant l'ouverture d'une enquête. La Commission européenne quant à elle, a vivement protesté contre ces violences commises par la police espagnole, allant jusqu'à demander des explications à Madrid. « Je suis très préoccupée par le fait que la police des frontières espagnole tire à balles en caoutchouc pour disperser les migrants à Ceuta et j'attends des explications des autorités », a annoncé dans un tweet la commissaire aux Affaires intérieures Cécilia Malmström.

Sous le feu des critiques pour avoir utilisé ce jour-là du matériel anti-émeute afin de repousser l'assaut des migrants subsahariens, le ministre de l'Intérieur Jorge Fernandez Diaz, a défendu les forces de l'ordre espagnoles dont l'action a été, selon lui, « dissuasive ». Il a par ailleurs demandé à l'UE de « faire preuve d'une vraie solidarité, politique et économique ». « L'Union européenne se doit d'être solidaire avec nous » et « il faut dire très clairement qu'elle doit agir selon le principe de la responsabilité partagée et de solidarité », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse avec ses homologues français, marocains et portugais, réunis le jeudi 20 février à Paris. Il a par ailleurs demandé à la Commission européenne une aide d'urgence de 45 millions d'euros, afin de pouvoir renforcer la sécurité aux frontières.

Pour plus d'information, consultez [l'article de Maghreb Emergent](#) et [l'article du Figaro](#) (les deux en français).